



Marseille, le **28 AVR. 2026**

**Bureau des installations et travaux réglementés  
pour la protection des milieux**

**Arrêté n° 2026-138-MED  
mettant en demeure la Société CREALIS de respecter les prescriptions  
applicables à ses installations sises sur la commune de Marseille 13016**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
préfet des Bouches-du-Rhône**

**Vu** le règlement européen 2024/573 portant sur les gaz à effet de serre fluorés et notamment son article 4 ;

**Vu** le règlement européen 1005/2009 relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone et notamment ses articles 5, 13 et 23 et ses annexes I et VI ;

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.171-11, L.172-1, L.511-1, L.512-1 et L.514-5, L.521-17, R.512-39-1 et suivants ;

**Vu** le décret du président de la République en date du 19 novembre 2025 portant nomination de monsieur Jacques WITKOWSKI en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation de la société CREALIS n°62-1990 du 19 octobre 1990 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013-152 PC du 8 août 2013 ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement unité départementale des Bouches-du-Rhône (DREAL) du 26 juin 2024 établi à la suite d'une visite d'inspection réalisée sur le site de CREALIS à Marseille-13016 le 23 mai 2024 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2025-22-PC du 25 février 2025 ;

**Vu** l'étude technico-économique transmise par la société CREALIS par courriel du 9 septembre 2025 et complétée par courriels du 6 novembre et du 18 décembre 2025 suite aux demandes de complément de l'inspection par courriels du 29 septembre et du 1er décembre 2025 ;

**Vu** la réunion du 23 janvier 2026 relative à l'état d'avancement de l'étude technico-économique ;

**Vu** le courrier de la société CREALIS du 10 février 2026 relatif à l'arrêt des activités de récupération des fluides fluorés R227ea, complété par courriel du 25 février 2026 ;

**Vu** le rapport n°D-2026-0005 de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement unité départementale des Bouches-du-Rhône (DREAL) en date du 10 mars 2026 ;

**Considérant** que la société CREALIS exploite un centre de stockage, conditionnement et distribution de fluides frigorigènes et d'agents d'extinction ;

**Considérant** que, lors de la visite d'inspection du 23 mai 2024 susvisée, l'inspection de l'environnement a mis en évidence que l'émission, en fonctionnement normal, de fluides fluorés et agents d'extinction de type halon vers l'atmosphère est très importante, notamment les seuls rejets en R227ea correspondent pour l'année 2021 à 40 328,7 tonnes équivalent CO2 soit plus de 335 millions de kilomètres (ou 8375 fois le tour de la terre) parcourus par une voiture particulière ne bénéficiant ni de malus ni de bonus écologique (118 g CO2 émis par km) et pour 2023 à 16 820,63 tonnes équivalent CO2 soit plus de 142 millions de kilomètres (ou 3563 fois le tour de la terre) parcourus par une voiture particulière ne bénéficiant ni de malus ni de bonus écologique (118 g CO2 émis par km) ;

**Considérant** que les rejets de la société CREALIS ont un impact fort sur l'augmentation de l'effet de serre et sur la destruction de la couche d'ozone ;

**Considérant** que l'inspection de l'environnement a informé l'exploitant dans son rapport de visite d'inspection transmis le 26 juin 2024 qu'une proposition d'arrêté complémentaire serait proposée à l'autorité préfectorale pour récupérer la totalité des fluides fluorés et agents d'extinction de type halon lors des transferts, en vue de supprimer leur rejet vers l'atmosphère ;

**Considérant** les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral du 25 février 2025 susvisé :

- l'interdiction en fonctionnement normal, du rejet de fluides fluorés.
- toutefois, sous réserve de la réalisation d'une étude technico-économique justifiant l'impossibilité de récupérer la totalité des fluides fluorés faisant l'objet d'opérations de transfert, un rejet inférieur à 1 % en masse de la quantité totale transférée entre contenants (R227ea et Halon 1301) pourra être toléré,
- le respect de l'interdiction susmentionnée (adaptée, le cas échéant aux conclusions de l'étude technico-économique) ;

**Considérant** que l'exploitant a transmis une étude technico-économique, complétée en novembre et décembre 2025 suite aux demandes de compléments susvisées des services de l'inspection ;

**Considérant** que l'étude technico-économique (ETE) ne traite pas de l'activité de transfert du halon ;

**Considérant** de plus que pour l'activité de transfert du R227ea, l'ETE démontre l'impossibilité de respecter l'interdiction de rejet, mais ne démontre pas l'impossibilité de respecter le rejet de 1 % maximum ;

**Considérant** également que pour l'activité de transfert du R227ea, l'ETE fournie, malgré les compléments demandés, ne répond pas aux attendus d'une ETE, notamment en l'absence d'examen exhaustif des solutions techniques disponibles et de leurs coûts associés ;

**Considérant** qu'à la demande de l'exploitant, une réunion a eu lieu le 23 janvier 2026 portant sur le contenu de l'étude technico-économique ;

**Considérant** que, lors de la réunion du 23 janvier 2026, celui-ci a déclaré :

- ne pas souhaiter déroger à la réglementation ;
- faire face à des contraintes économiques sur l'activité de récupération des fluides fluorés ;
- vouloir cesser l'activité de transfert des fluides des extincteurs contenant du R227ea au plus tard le 31 décembre 2026 ;
- que le contrat pour l'activité de transfert du halon n'aurait pas été renouvelé avec leur client et en conséquence vouloir cesser également cette activité ;

**Considérant** que dans son courrier du 10 février 2026, l'exploitant sollicite un arrêt progressif de l'activité de transfert des fluides fluorés des extincteurs contenant du R227ea et s'engage à minimiser les pertes à l'atmosphère, estimées à 7 tonnes (soit 25000 tonnes équivalent CO2) en 2026 ;

**Considérant** que l'exploitant a révisé sa position concernant l'activité de transfert du Halon par courriel du 25 février 2026, en prévoyant une cessation progressive de l'activité jusqu'au 31 décembre 2040 et propose une modification de l'étude technico-économique ;

**Considérant** qu'à ce titre l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2025 ;

**Considérant** que les délais proposés par l'exploitant pour le halon ne sont pas acceptables compte tenu des délais prévus par l'arrêté préfectoral du 25 février 2025 susvisé et de son choix initial de ne pas prendre en compte le halon dans l'ETE remise ;

**Considérant** que, dans son courrier du 23 mars 2026, transmis le 24 mars 2026, l'exploitant maintient sa demande de poursuivre l'activité de transfert de halon jusqu'en 2040 sans respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 février 2025, et que dans le cas où ce ne serait pas possible, il sollicite un délai de 6 mois pour cesser l'activité pour des raisons techniques, économiques et contractuelles ;

**Considérant** qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CREALIS de respecter l'interdiction de rejet du halon lors des opérations de transfert afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CREALIS de respecter l'interdiction de rejet de 1 % maximum en R227ea afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** la transmission du rapport du 10 mars 2026 de l'inspection DREAL susvisé et du projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant le 10 mars 2026 par courriel dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**Considérant** que les observations et justificatifs transmis en réponse par la société CREALIS ne permettent pas de lever les manquements constatés ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – Objet**

La société CREALIS dont le siège social est situé au 26 rue des Coulons - 94360 Bry sur Marne, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté, sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs délivrés à la société, pour son établissement qu'elle exploite au 35 rue Emmanuel Eydoux, Traverse de la Monjarde – 13016 Marseille.

### **ARTICLE 2 – Mise en demeure**

En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société CREALIS, visée à l'article 1 du présent arrêté, est mise en demeure :

**Article 2.1.** concernant l'activité de transfert du halon :

- soit de respecter, dans un délai de 6 mois, l'interdiction de rejeter du halon, prévue à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2025 ;
- soit de cesser les activités de transfert de halon conformément aux dispositions des articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

**Article 2.2.** concernant l'activité de transfert du R227ea

- soit de respecter l'interdiction de rejeter plus de 1 % en masse du total de fluide fluoré R227ea transféré, prévue à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2025 ;
- soit de cesser les activités de transfert des fluides fluorés R227ea conformément aux dispositions des articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

### **Les délais pour respecter les articles 2.1 et 2.2. du présent arrêté sont les suivants :**

- dans un délai d'1 **mois**, l'exploitant fait connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure relative à l'activité de transfert du halon et du R227ea ;
- dans le cas où il opte pour l'interdiction de rejeter plus de 1 % en masse du total de fluides fluorés R227ea transféré, l'exploitant achève les travaux permettant de respecter cette limite dans un délai n'excédant pas **6 mois** ;
- dans le cas où il opte pour l'interdiction de rejeter du halon, l'exploitant achève les travaux permettant de respecter cette interdiction dans un délai n'excédant pas **6 mois** ;
- dans le cas où il opte pour la cessation de l'activité de transfert du R227ea et/ou du halon :
  - celle-ci doit être effective dans un délai n'excédant pas **6 mois** pour les installations utilisant du R227ea et/ou du halon ;
  - l'exploitant fournit **3 mois** avant l'échéance susmentionnée la notification de cessation d'activité conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

**Article 2.3.** Les délais prévus aux articles 2.1 et 2.2 courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

### **ARTICLE 3 – Sanctions**

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 2 du présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 4 - Publicité**

Le présent arrêté est notifié à la société CREALIS.

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté est également transmise pour information au maire de Marseille.

### **ARTICLE 5 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille (31 rue Jean François Leca, 13002 Marseille), dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **ARTICLE 6 - Exécution**

- le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;  
- le maire de Marseille,  
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (PACA),  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA